



## DEMANDE DE MISE EN ŒUVRE D'UNE PROCÉDURE DE PAIEMENT DIRECT DE PENSION ALIMENTAIRE

Je, soussigné(e),

CRÉANCIER D'ALIMENTS	
Nom	Prénoms
Né(e) le                    à	De nationalité
Profession	
Adresse	
Code postal	Ville
Téléphone	Email

Demande à la SELARL EHJ, de mettre en œuvre une procédure de paiement direct de pensions alimentaires à l'encontre de :

DÉBITEUR D'ALIMENTS	
Nom	Prénoms
Né(e) le                    à	De nationalité
Profession	
Adresse	
Code postal	Ville
Téléphone	

Entre les mains du tiers saisi (employeur ou établissement bancaire) :

**À défaut de nous communiquer les coordonnées du Tiers Saisi, la procédure de paiement direct ne pourra être mise en place à réception de ce document.**

L'EMPLOYEUR	
Nom et prénom ou Raison Sociale	
Adresse	
Code postal	Ville
Téléphone	

L'ÉTABLISSEMENT BANCAIRE	
Nom de l'Établissement bancaire	
Adresse	
Code postal	Ville



Pour les sommes suivantes, dont j'affirme sur l'honneur qu'elles ne m'ont pas été payées :  
(vous devez détailler ce qui ne vous a pas été payé, mois par mois, pour les 6 mois calendaires qui **précèdent seulement** la date de votre demande)

<b>DÉCOMPTE DES SOMMES DUES CERTIFIÉS SUR L'HONNEUR</b>	
1. Mois de	€uros
2. Mois de	€uros
3. Mois de	€uros
4. Mois de	€uros
5. Mois de	€uros
6. Mois de	€uros
<b>TOTAL</b>	<b>€uros</b>
<b>Montant actuel de la pension mensuelle courante</b>	<b>€uros</b>

NB : L'auteur d'un décompte établi volontairement d'une manière erronée s'expose à des sanctions civiles et pénales.

Je vous remets l'original du titre exécutoire en vertu duquel vous devez agir.

J'affirme :

- Que la décision judiciaire que je vous remets est exécutoire et ne fait l'objet, actuellement, d'aucune voie de recours ni n'a été modifiée par une autre décision postérieure ;
- Que j'assume personnellement la charge des enfants telle qu'elle découle de la décision judiciaire que je vous remets ;
- Que je n'ai pas donné mandat, ni subrogation à la CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES pour les périodes mentionnées.

Je reconnais avoir été informé(e) de ce qu'il conviendra de rapporter à l'étude les pièces produites et les éléments sus mentionnés en cas de modification à effectuer, y compris d'indexation.

Fait à :

Signature :

Le :

<b>Pièces à joindre IMPÉRATIVEMENT au présent formulaire :</b>	
✓	L'original de la décision de justice donnant droit à votre pension (ordonnance de non conciliation, jugement de divorce ...) ;
✓	<b>L'acte de signification par un Huissier de Justice ou de notification par le greffe de ce titre ; prendre contact avec votre avocat, ou à défaut le greffe du Juge aux affaires familiales pour obtenir ce document.</b>
✓	Un Relevé d'Identité Bancaire ;
✓	Le présent formulaire rempli, daté et signé ;
✓	Une copie de votre pièce d'identité.

